

**No. 42058**

---

**France  
and  
Luxembourg**

**Framework Convention instituting cooperation for transboundary development relating to the Esch-Belval project between the Government of the French Republic and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg. Esch-Belval, 6 May 2004 and Metz, 6 May 2004**

**Entry into force:** *1 June 2005 by notification, in accordance with article 9*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 14 November 2005*

---

**France  
et  
Luxembourg**

**Convention cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier lié au projet Esch-Belval entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. Esch-Belval, 6 mai 2004 et Metz, 6 mai 2004**

**Entrée en vigueur :** *1er juin 2005 par notification, conformément à l'article 9*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 14 novembre 2005*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

## CONVENTION CADRE INSTITUANT LA COOPÉRATION RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT TRANSFRONTALIER LIÉ AU PROJET ESCH - BELVAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'autre part, ci-après dénommés les Parties,

Considérant le programme de reconversion de friches sidérurgiques de l'ARBED engagé par le Grand-Duché de Luxembourg (économique, social, écologique, aménagement du territoire et culturel),

Considérant la priorité affichée par le Gouvernement de la République française lors des réunions du Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire des 26 mai et 18 décembre 2003 concernant le développement transfrontalier du bassin de l'Alzette, et plus largement du nord lorrain,

Considérant les travaux menés par le Groupe de Travail Transfrontalier de Belval installé sur proposition conjointe des deux Gouvernements,

Considérant l'ambition partagée des deux pays concernés pour le développement et l'aménagement concerté du nord-lorrain et du sud-luxembourgeois,

Sont Convenus de ce qui suit :

### TITRE I. OBJET ET ORGANISATION

#### *Article 1er. Objet*

Le Gouvernement luxembourgeois a engagé un programme de reconversion de ses friches sidérurgiques. L'ampleur des investissements programmés et l'ambition affichée de constituer, notamment sur le site de Belval-Ouest, un pôle de développement et de recherche de niveau international font de ce programme un enjeu majeur pour les deux Parties, et ce, à l'échelle de l'ensemble de la région.

Pour sa part, le Gouvernement français entend mener un programme de développement de la zone frontalière de qualité comparable mettant l'accent sur la complémentarité avec le programme luxembourgeois.

Les Parties s'accordent sur la nécessité avérée de dépasser les logiques de frontières. Leur ambition est de promouvoir une stratégie d'aménagement et de développement du territoire fondée sur la qualité et la complémentarité.

La coopération transfrontalière s'articule autour des objectifs suivants :

- promouvoir un aménagement du territoire de qualité, harmonieux et cohérent à l'échelle du bassin transfrontalier de l'Alzette,
- contribuer au développement économique et social à l'échelle du bassin et plus largement du nord-lorrain et du sud-luxembourgeois,

- travailler, au travers de ce projet, à une coopération accrue dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la culture.

A cette fin, le développement des projets d'intérêt commun dans les domaines de l'aménagement, des infrastructures, des transports et du développement économique sera coordonné et mis en oeuvre par les deux Parties selon les dispositions qui suivent.

#### *Article 2. Coordination de la coopération transfrontalière*

En complément des structures existantes, et dans l'esprit d'amitié et de coopération qui préside aux relations bilatérales, la France et le Luxembourg entendent donner un caractère exemplaire à leur approche commune du projet de développement d'Esch-Belval, en créant un groupe de travail spécifique destiné à la mise en oeuvre des objectifs visés à l'article 1.

Ce groupe de travail transfrontalier composé de représentants de la République française et de ses collectivités territoriales (Conseil Régional de Lorraine, Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Conseil Général de la Moselle) et de représentants du Grand Duché de Luxembourg est chargé, dans le cadre des grandes orientations de développement de chacune des Parties et dans une perspective régionale élargie, de coordonner les réflexions et d'élaborer des propositions concrètes dans les domaines de l'aménagement, des infrastructures, des transports, et du développement économique.

### TITRE II. AMÉNAGEMENTS À VOCATION ÉCONOMIQUE DE LA ZONE FRONTALIÈRE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

#### *Article 3. Aménagement coordonné du secteur frontalier*

La recherche d'un développement cohérent induisant des effets de synergie nécessite que les deux Parties ainsi que les mandataires ou opérateurs qu'ils ont désignés ou désigneront, puissent travailler en lien étroit.

Les travaux conjoints des partenaires publics ou privés des deux Parties porteront notamment sur:

- la coordination et le suivi des études et travaux d'aménagement et d'infrastructure sur le bassin de l'Alzette en collaboration avec les services techniques concernés,
- la promotion du territoire concerné.

Les Parties envisagent la possibilité de créer des structures transfrontalières spécialisées pour répondre à la nécessité d'assurer la conduite ou le portage de certains programmes d'aménagement et de développement économique sur le secteur. Elles en étudieront le moment venu les modalités de fonctionnement. Ces structures pourraient associer, outre les pouvoirs publics, des partenaires et opérateurs publics ou privés.

*Article 4. Développement économique sur le territoire transfrontalier*

Le développement d'activités économiques nouvelles est au c ur des motivations des deux Etats. Les deux Parties s'accordent sur la nécessité de définir une approche stratégique commune qui pourra être élargie au-delà du périmètre du site transfrontalier.

L'objectif partagé est de parvenir à la constitution d'un véritable pôle de compétitivité à composante transfrontalière.

Cette stratégie commune devra reposer sur les piliers suivants:

- complémentarité des objectifs de développement économique;
- implication forte des autorités et administrations concernées pour la mise en oeuvre de cette stratégie;
- définition puis valorisation commune (communication et promotion) d'une offre territoriale tirant pleinement parti du caractère transfrontalier du site;
- pour les cas de projets basés sur le caractère transfrontalier de l'offre, les partenaires respectifs des deux pays coopéreront dans le montage et l'accompagnement des projets.

Cette coopération favorisera un développement cohérent susceptible de créer des effets de synergie et d'entraînement bénéfiques à l'essor économique de la région.

TITRE III. AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DE L'ALZETTE

*Article 5*

Dans le respect de l'autonomie d'action des collectivités locales, la recherche d'une stratégie cohérente d'aménagement pour le bassin transfrontalier de l'Alzette s'articule autour d'axes majeurs tels que :

- l'aménagement du tissu urbain prenant en compte les nouveaux besoins quantitatifs et qualitatifs en logements, et en services publics à la population,
- une répartition fonctionnelle des différentes activités économiques pour répondre au souci de distinguer chaque zone du bassin transfrontalier selon sa destination; l'objectif étant de maîtriser les types d'implantation pour affirmer le principe de mixité et de qualité qui constitue le c ur du projet,
- la nécessité de préserver des coupures "vertes" au sein du système urbain,
- la réalisation d'un ensemble diversifié d'équipements dans les domaines de la culture, de la santé, de la formation et des loisirs, ...
- un schéma cohérent d'organisation des voiries et des transports collectifs.

TITRE IV. COOPÉRATION SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, LA RECHERCHE ET LA CULTURE

*Article 6*

Au travers du projet Esch-Belval, les deux Parties s'attacheront à favoriser et à soutenir le développement de nouvelles coopérations dans les secteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la culture.

Parallèlement, les Parties s'engagent à examiner la faisabilité d'un nombre restreint de projets qui pourraient être localisés sur le secteur transfrontalier ou à proximité immédiate afin de profiter de l'effet de synergie lié d'une part à la présence de la nouvelle université du Luxembourg et de centres de recherche de renommée internationale, d'autre part à la proximité des grands pôles universitaires et de recherche lorrain.

Si cela est pertinent, ces projets pourraient donner lieu à un portage commun entre les institutions françaises et luxembourgeoises concernées.

TITRE V. AUTRES DISPOSITIONS

*Article 7. Evolution et aménagement de l'accord*

Les Parties conviennent de préciser, dans les meilleurs délais, les outils et démarches communes qui permettront de planifier et d'organiser un développement urbain de qualité, cohérent et maîtrisé.

Pour la mise en oeuvre des orientations fixées par la présente convention cadre dans l'ensemble des domaines de coopération évoqués, les Parties négocieront et concluront les conventions spécifiques, accords techniques ou arrangements administratifs, tant au niveau gouvernemental qu'à celui de leurs administrations respectives qui pourraient s'avérer nécessaires.

*Article 8. Règlement des différends*

Les différends portant sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention tendront à être réglés dans l'esprit de coopération qui a prévalu à l'élaboration du présent document par les Parties. A défaut d'accord, il pourra être recouru à la voie diplomatique.

*Article 9. Entrée en vigueur*

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur de la présente Convention Cadre, qui prendra effet le premier jour du mois suivant le jour de la réception de la seconde notification.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention Cadre.

Fait à Esch-Belval et à Metz, le 6 mai 2004, en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République française:

FRÉDÉRIC DE SAINT-SERNIN  
Secrétaire d'Etat chargé de l'Aménagement du Territoire

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

HENRI GRETHEN  
Ministre de l'Economie

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

FRAMEWORK CONVENTION INSTITUTING COOPERATION FOR  
TRANSBOUNDARY DEVELOPMENT RELATING TO THE ESCH-BEL-  
VAL PROJECT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH RE-  
PUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF  
LUXEMBURG

The Government of the French Republic, of the first Party, and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg, of the other Party, hereinafter referred to as the Parties,

Considering the programme for the redevelopment of the abandoned ARBED steel industry lands undertaken by the Grand Duchy of Luxembourg (in its economic, social, ecological, land-use, and cultural aspects),

Considering the priority declared by the Government of the French Republic during the meetings of the Interministerial Committee on Land-use Planning and Development (Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire) of 26 May and 18 December 2003, concerning cross-border development of the Alzette Basin, and more generally of Northern Lorraine,

Considering the work undertaken by the Belval Cross-border Working Group established jointly by the two governments,

Considering the two countries' shared ambition concerning coordinated development and planning for North Lorraine and South Luxembourg,

Have agreed as follows:

TITLE I. OBJECT AND ORGANIZATION

*Article 1. Object*

The Luxembourg government has undertaken a programme for redevelopment of its derelict steel industry lands. The scope of the investments programmed and the declared ambition to constitute, specifically at the Belval-Ouest site, an international-scale research and development cluster means that this programme is a major undertaking for the two Parties, the scope of which embraces the entire region.

For its part, the French government intends to carry out in the frontier zone a development programme of comparable quality, stressing complementarity with Luxembourg programme.

The Parties agree on the need for a focus that transcends boundaries. Their ambition is to promote a strategy for local planning and development based on quality and complementarity.

This cross-border cooperation is based on the following objectives:

To promote high-quality, harmonious and coherent land-use planning for the entire cross-border Basin of the Alzette.

- To contribute to the economic and social development of the Basin as a whole, and more broadly to that of North Lorraine and South Luxembourg.
- To work, by means of this project, towards closer cooperation in the fields of higher education, research and culture.

To this end, the two Parties shall coordinate the pursuit of projects of common interest in the fields of land-use planning, infrastructure, transportation and economic development, in accordance with the following provisions.

*Article 2. Coordination of cross-border cooperation*

As a complement to the existing structures, and in the spirit of friendship and cooperation that reigns in their bilateral relations, France and Luxembourg intend to give an exemplary character to their common approach to the Esch-Belval redevelopment project, by creating a specific working group devoted to achieving the objectives cited in article 1.

This cross-border working group, consisting of representatives of the French Republic and its regional governments (Regional Council of Lorraine, General Council of Meurthe-et-Moselle, General Council of the Moselle) and representatives of the Grand Duchy of Luxembourg, shall be responsible, within the framework of the broad development guidelines set by each Party, and working from an expanded regional perspective, for coordinating the consideration and preparation of concrete proposals in the areas of land-use planning, infrastructure, transportation and economic development.

TITLE II. ECONOMIC PLANNING AND DEVELOPMENT IN THE FRONTIER ZONE

*Article 3. Coordinated planning of the frontier sector*

In order to achieve coherent development of the kind that will produce the necessary synergy, the two Parties and the delegated representatives or operators that they have appointed or may appoint, will have to work closely together.

The joint efforts of the public or private partners of the two Parties will focus in particular on:

- Coordination and follow-up on planning and infrastructures studies and works in the Alzette Basin, in collaboration with the technical authorities concerned.
- Promotion of the affected territory.

The Parties foresee the possibility of creating specialized cross-border entities that can respond to the needs inherent in carrying out economic planning and development programmes in the sector. They will in due course examine functional procedures. These entities could enlist the participation of public or private partners and operators, in addition to the public authorities.



*Article 4. Economic development in the cross-border territory*

The development of new economic activities is the central focus of interest of the two States. The two Parties agree on the need to define a common strategic approach that could be expanded beyond the perimeters of the cross-border site.

The shared objective is to constitute a true centre of competitiveness with a cross-border composition.

This common strategy will be based on the following pillars:

- Complementarity of economic development objectives.
- Close involvement of the authorities and departments concerned in implementing the strategy.
- Definition and then joint promotion (through communication and publicity) of a land offer that takes full advantage of the cross-border nature of the site.
- In the case of projects based on the cross-border nature of the available land, the respective partners of the two countries will cooperate in mounting and monitoring the projects.

This cooperation will encourage coherent development of a kind that will create synergy and bring benefits for the region's economic vitality.

TITLE III. PLANNING FOR THE CROSS-BORDER URBAN ZONE OF THE ALZETTE

*Article 5*

With full respect for the independence of local governments, the search for a coherent development strategy for the cross-border basin of the Alzette will focus on several major themes such as:

- Development of the urban fabric, taking into account the new quantitative and qualitative needs in terms of housing and public services.
- Functional distribution of the various economic activities, with a view to distinguishing each area of the cross-border Basin according to its destined nature; the objective is to control all types of installations in line with the principle of mixed-use and of quality that lies at the core of the project.
- The need to preserve green spaces within the urban system.
- The establishment of a varied set of facilities in the areas of culture, health, education and leisure.
- A coherent master plan for roads and public transit.

TITLE IV. COOPERATION IN HIGHER EDUCATION, RESEARCH AND CULTURE

*Article 6*

In undertaking the Esch-Belval project, the two Parties will endeavour to encourage and support the development of new forms of cooperation in higher education, research and culture.

At the same time, the Parties undertake to examine the feasibility of a limited number of projects that could be located in the cross-border sector, or in the immediate vicinity, in order to benefit from synergies linked, on one hand, to the presence of the new University of Luxembourg and of internationally renowned research centres, and on the other hand to the proximity of the major universities and research centres of Lorraine.

Where appropriate, these projects could be carried out jointly between the French and Luxembourg institutions concerned.

TITLE V. OTHER PROVISIONS

*Article 7. Progress under the agreement and amendments thereto*

The Parties agreed to specify promptly the joint tools and initiatives for planning and organizing urban development in such a way that it will be coherent and controlled and of high quality.

In implementing the guidelines established in this Framework Convention in all fields of cooperation mentioned, the Parties will negotiate and conclude specific agreements, technical accords or administrative arrangements, both at the government level and at the level of their respective departments and authorities, as necessary.

*Article 8. Dispute settlement*

Disputes arising over the interpretation or application of this Convention shall be settled in the spirit of cooperation that prevailed during preparation of this document by the Parties. In the absence of agreement, the Parties will have resort to diplomatic channels.

*Article 9. Entry into force*

Each Party shall notify the other when it has completed the domestic procedures required for entry into force of this Framework Convention, which shall take effect on the first day of the month following the date of receipt of the second notification.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for this purpose by their respective government, have signed this Framework Convention.

Done at Esch-Belval and at Metz, on 6 May 2004, in two original copies, in the French language.

For the Government of the French Republic:

FRÉDÉRIC DE SAINT-SERNIN  
Secretary of State for Regional Planning

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:

HENRI GRETHEN  
Minister of Economy

